

RÉSISTANCE SOCIALE

LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !

SOMMAIRE

Convergence de
défense et de
développement des
services publics
(Page 2)

Journée nationale du
29 janvier 2009
(page 3)

Changement de statut
de la poste
(page 4)

Les bras m'en
tombent4
(page 4)

Elections
prud'homales
(page 5)

Coup de gueule
(page 6)

Le mot de la Présidente

En ce mois de décembre, traditionnellement celui des cadeaux, on ne peut pas dire que les salariés soient à la fête.

C'est d'abord la crise qui continue de faire ses ravages. Les plans sociaux fleurissent aux quatre coins de l'hexagone, les mises en chômage technique aussi. Et ce n'est pas les mesures prises par le gouvernement Sarkozy/Fillon qui permettront de limiter les dégâts. Il s'agit avant tout pour eux de sauver leurs amis banquiers et financiers. Qu'importe si ce sont ceux-là même qui sont largement responsables de la situation actuelle !

A ces mauvais coups, s'ajoute l'annonce faite sur le devenir de la Poste, qui a vu nos pires craintes s'avérer fondées, puisque c'est bien vers une privatisation qu'on se dirige, même si, dans un premier temps et en raison sans doute de la situation financière, les capitaux de la Poste devraient rester publics. On remarquera à propos de cette réforme qu'elle n'est pas isolée puisque la Grande Bretagne aussi prépare la privatisation de son opérateur postal Royal Mail et que l'Autriche prévoit la suppression de plusieurs milliers de bureaux de poste et des suppressions d'emplois massives.

On n'en a pas encore beaucoup parlé mais d'autres mesures se préparent comme sur les retraites : il se pourrait en effet que le gouvernement mette en œuvre les propositions du conseil d'orientation des retraites visant à supprimer les avantages dont bénéficient les femmes ayant élevé plusieurs enfants. On a vu d'ailleurs dans un même registre une proposition finalement retirée de suppression de la demi-part supplémentaire en matière d'impôts.

Rassurez-vous, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne puisque le Président de la République, lui, voit ses crédits augmenter de manière importante.

Quelques bonnes nouvelles quand même. D'abord, le recul de Xavier Darcos sur la réforme du lycée, sans doute par crainte de voir l'opposition des lycéens et parents d'élèves se durcir en début d'année prochaine, alors que la situation économique et sociale pourrait bien pousser les salariés à se battre pour imposer une autre logique économique.

Ensuite, le report de la discussion sur la proposition de loi UMP sur le travail le dimanche. Malgré la volonté de Sarkozy de la voir aboutir il n'est pas sûr que cette proposition aille au terme du vote parlementaire.

On se réjouira aussi du report de la discussion sur la loi Bachelot. Si ce projet avait eu pour but de redonner à l'hôpital les moyens de faire face aux besoins de la population, on aurait volontiers partagé la déception de la ministre mais dès lors qu'il s'agit au contraire d'appauvrir encore un peu plus l'hôpital public, on ne se plaindra pas de ce report.

Bonne nouvelle aussi la décision du Parlement européen de révoquer le projet de la commission et des gouvernements d'allonger la durée maximale légale de la semaine de travail au-delà de 48 heures.

Et puisque c'est la saison des vœux on me permettra d'espérer que d'autres bonnes nouvelles verront le jour en 2009 pour les salariés et que la crise, loin d'être la chance espérée pour les idéologues du libéralisme, sera au contraire un puissant ferment de révolte renforçant la solidarité et la résistance aux mauvais coups d'une oligarchie financière et sans scrupules.



Marinette BACHE



CONVERGENCE NATIONALE DE DÉFENSE ET DE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS

Compte-rendu de l'Assemblée générale de Cognac (29 et 30 novembre)

Par Jean-Claude CHAILLEY, secrétaire général de Résistance

Cette assemblée générale s'est tenue à l'Espace 3000. Nous y avons été extrêmement bien accueillis par le maire et les camarades de Cognac et des environs. Il y avait une centaine de responsables syndicaux (forte représentation : JM Canon SG de l'UGFF CGT, JM Nathanson SN de Solidaires, JM Drevon SN de la FSU, la CGT Poste et la CGT Transports, D Robin SG du SNES...), d'élus, de maires, députés maires (MF Beaufile), membres ou représentants de collectifs (dont la coordination nationale des hôpitaux et maternités, le collectif national contre les franchises...), militants de divers partis de gauche...

Il y a eu de nombreux témoignages sur les offensives du gouvernement Sarkozy contre les services publics, au niveau local et au niveau national (enseignement, santé, Poste, SNCF, INSEE, Météo, RGPP...). Certes, des atteintes aux services publics, au secteur nationalisé, ont eu lieu avant la présidence de Nicolas Sarkozy, mais maintenant c'est notre modèle social qu'il a décidé d'abattre selon ses propres propos.

Il y a de nombreuses luttes, des manifestations et grèves chaque semaine.

Pourtant, elles ne suffisent pas à stopper l'offensive, encore moins à reconquérir et développer les services publics dont la population a encore plus besoin en ces temps de crise.

Pourtant, il crève les yeux que si les banques avaient exercé leur mission et n'avaient pas été privatisées, elles n'auraient pas perdu des milliards dans la spéculation (Société générale, Dexia, Caisse d'épargne...) et l'économie se porterait mieux. Mais N Sarkozy n'en a cure. Il continue de vouloir libéraliser (transposition de la directive mettant fin au monopole sur le courrier de moins de 50g) et privatiser la Poste, l'hôpital (projet de loi Bachelot), la SNCF (directive libéralisant le trafic voyageur dès 2010), supprimer les postes dans l'enseignement,

A cette offensive nationale, soutenue par Bruxelles, Wall Street..., il faut une riposte de grande ampleur, nationale, unitaire, convergente, associant les personnels et leurs syndicats, les partis politiques de gauche et leurs élus, les usagers et leurs associations.

Il y a urgence. Parmi les échéances proches il faut empêcher la privatisation de la Poste et obtenir le retrait de la loi Bachelot dont la critique a fait l'objet de multiples interventions tant elle affecte tous les domaines de la santé.

Nous avons rédigé l' appel suivant

APPEL DE COGNAC

**Tous ensemble, construisons la convergence des luttes pour le service public.
Il y a urgence !!!**

L'attaque globale et cohérente contre l'ensemble des services publics s'est violemment accélérée : Révision générale des politiques publiques (RGPP), projet de loi Bachelot sur la santé et la sécurité sociale, loi sur l'audio-visuel, « réformes » du système éducatif, judiciaire, de la statistique publique, météo, de la SNCF, projet de privatisation de La Poste,... suppressions massives d'emplois et remise en cause du principe statutaire dans la fonction publique.

Au niveau local, national et européen, la politique du président de la République et de son gouvernement, organise la rupture avec un modèle social déjà bien mis à mal. Nous voulons au contraire l'améliorer et le démocratiser. L'égalité et la solidarité, les biens communs et les services publics doivent permettre l'exercice par toutes et tous des droits fondamentaux et répondre aux besoins essentiels des populations. Le Service Public est notre richesse !

Nous refusons une société fondée sur la libéralisation des marchés, les privatisations, les égoïsmes et la mise en concurrence. Nous y opposons les coopérations, les solidarités et l'intérêt général.

Nous inscrivons aussi notre combat dans la perspective d'une Europe sociale et démocratique. Nous n'acceptons pas que soient débloquées en quelques semaines des centaines de milliards d'euros pour les banques et les compagnies d'assurance, sans aucun contrôle ni garantie, alors que les caisses sont déclarées vides pour

- satisfaire des revendications élémentaires de dignité,
- participer à une plus juste redistribution des richesses
- permettre aux politiques publiques de répondre aux besoins accrus de services publics face à la crise et aux difficultés sociales et environnementales qui vont frapper le plus grand nombre.

Les mobilisations locales et sectorielles sont nombreuses pour la défense des services publics. Elles sont unitaires et rassemblent dans des collectifs, citoyen-ne-s, salarié-e-s, syndicats, partis et élu-e-s.

Nous lançons un appel à tous les collectifs, à toutes les organisations syndicales, associatives et politiques pour construire dans la durée les convergences nécessaires et un mouvement d'urgence, d'envergure nationale, dans les prochaines semaines, capables d'inverser la logique actuelle, afin :

- de mettre en échec tous les projets de casse des services publics.
- d'améliorer et de développer les missions de service public en dehors de toute privatisation ou externalisation.
- de leur donner les moyens humains et financiers de pouvoir les assumer.
- de les démocratiser tant dans leur accès que dans leur fonctionnement.

Nous invitons les organisations syndicales, associatives et politiques à une rencontre en décembre destinée à définir les modalités de ce mouvement.

Cognac, le 30/11/08

ACTUALITÉ SOCIALE

JOURNÉE NATIONALE DU 29 JANVIER 2009

CGT – FO- CFDT- SOLIDAIRES- CFTC – CGC - UNSA

**Journée d'action interprofessionnelle du 29 janvier 2009 :
pour la Fonction publique toutes et tous
en grève et dans les manifestations**

Nos organisations syndicales Fonction publique se retrouvent totalement dans la décision unitaire de faire du jeudi 29 janvier 2009, une journée d'action interprofessionnelle pour :

- défendre l'emploi privé et public ;
 - lutter contre la précarité et les déréglementations économiques et sociales ;
 - exiger des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités ;
 - défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale ;
- des services publics de qualité qui assurent en particulier tout leur rôle de réponse aux besoins sociaux et de solidarité.

Ensemble, avec nos collègues du privé, nous revendiquons une autre politique notamment en matière d'emploi, de rémunérations et de protection sociale.

Pour la Fonction publique, nous exigeons particulièrement :

- ➔ L'arrêt de la politique aveugle de suppressions d'emplois et un moratoire immédiat sur celles contenues dans le budget 2009 ;
- ➔ L'ouverture urgente de négociations salariales visant en particulier à augmenter significativement la valeur du point et à réévaluer l'ensemble de la grille indiciaire pour améliorer la carrière des agents ;
- ➔ Le retrait de projets porteurs de lourds reculs pour la population et les personnels et qui se traduisent notamment par des délocalisations et des fermetures massives de services de proximité et l'aggravation des conditions de travail ;
- ➔ Les moyens nécessaires à la pérennisation du financement des missions publiques en lieu et place de l'actuelle politique d'austérité imposée aux services de l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements hospitaliers.

Face à la Révision Générale des Politiques Publiques, nous rappelons notre détermination pour le développement de services publics de qualité dotés de tous les moyens nécessaires pour répondre encore mieux aux besoins sociaux et de solidarité.

D'ores et déjà, nos organisations syndicales souhaitent que, partout (localement et dans les secteurs professionnels), des contacts unitaires aient lieu pour préparer la grève et les manifestations du 29 janvier.

Paris, le 18 décembre 2008



ACTUALITÉ SOCIALE

CHANGEMENT DE STATUT DE LA POSTE

Communiqué du Comité national contre la privatisation de la Poste



Après les déclarations du Président, plus forte doit être la mobilisation !

Le comité national condamne les affirmations du président Sarkozy dans les Vosges le 18 décembre sur le devenir de la Poste. Il dénonce le mépris dont fait preuve le Président qui annonce le changement de statut de la Poste et d'ouverture de son capital à des investisseurs publics.

Le comité national s'oppose à une telle décision, il dénonce cette offensive contre ce « noyau dur du service public » et appelle au renforcement de la mobilisation contre la privatisation de la Poste.

Une fois de plus, le Président n'hésite pas à déformer la vérité pour justifier ses mauvais coups. Notamment, quand il déclare que :

« Quoiqu'il arrive La Poste sera en concurrence le 1er janvier 2011, ce sont les règles européennes, c'est pas moi qui les ai négociées, c'est ainsi ». N Sarkozy à Darney le 18 12 2008.

La vérité, que le comité national tient à rappeler, est toute autre : Ce sont bien Messieurs Bussereau et Novelli, secrétaires d'Etat respectivement chargés des transports et des entreprises et du commerce extérieur, qui ont négocié lors du conseil Européen des 1er Et 2 octobre 2007 pour la France l'accord politique qui a abouti à l'ouverture du marché postal.

C'est la même équipe qui a adopté la directive postale lors du vote du 8 novembre 2007.

Le comité national appelle largement à se mobiliser contre ce projet, à établir les conditions de l'amplification du rapport de force, de l'ouverture d'un nécessaire débat public pour aboutir à un référendum.

Ce n'est pas à Sarkozy de décider de l'avenir de La Poste, bien de la nation, c'est à la population qu'il revient de se prononcer sur l'avenir du service public postal afin qu'il réponde à ses attentes.

Le 18 décembre 2008

LES BRAS M'EN TOMBENT

Les Irlandais n'ont pas voté comme il faut, qu'importe ! Ils retourneront aux urnes ...

Nicolas Sarkozy y est enfin parvenu. Pour son dernier conseil européen en tant que président de l'Union, il a réussi à obtenir du premier ministre irlandais l'assurance que son peuple revoterait d'ici novembre 2009 sur le traité de Lisbonne afin que le « non » se transforme en « oui » et que ledit traité puisse entrer en vigueur. Qu'importe si ce faisant on foule aux pieds la souveraineté du peuple irlandais ! Chez les responsables européens les peuples sont quantité négligeable. Et si par miracle les Irlandais confirmaient leur premier vote, devront-ils revoter une troisième fois ?

Le simple respect de la démocratie aurait au contraire voulu que le traité de Lisbonne soit déclaré caduc. Mais la démocratie, surtout à l'échelle européenne, le bon Nicolas n'en a cure !!!

Les causes de l'abstention croissante aux élections prud'homales

Par Gérard Beillard et Alain Gély

La faiblesse syndicale est un handicap pour les salariés. Le taux d'abstention, extrêmement élevé, lors des élections prud'homales du 3 décembre 2008, a nécessairement des causes multiples. Gérard Beillard, ouvrier dans une entreprise textile de Laval et Alain Gély, syndicaliste et économiste à l'INSEE nous font part de leurs réflexions à ce sujet.

Les élections prud'homales 2008 ont été marquées par un fort recul de la participation des salariés du privé. Il y a plusieurs causes mais, avant de les énumérer, nous tenons à exprimer notre solidarité à l'égard de ces femmes et ces hommes qui s'emploient à faire fonctionner une justice de proximité. Ceux qui font appel à eux s'accordent pour souligner la qualité de leur travail.

Venons-en au recul de la participation. **Depuis 1979 (taux d'abstentions : 37%), ce taux a augmenté par paliers : 54% (1987), 67% (1997, 2002), 74,5% (2008).**

Il a surtout crû très fortement dans l'industrie, où la participation est désormais à peine plus forte que dans l'encadrement.

Le taux d'abstention très élevé en 2008 s'explique en partie, en partie seulement, par la situation de cette année :

- faiblesses de l'information sur les lieux et modalités de vote,
- opacité et défaillances du système de vote électronique
- méconnaissance sur la possibilité de voter par correspondance
- refus patronal d'organiser le vote dans l'entreprise ou d'accorder des autorisations d'absence
- refus des médias, notamment sur la télévision publique, d'ouvrir un espace d'information et de débat significatif

Les fermetures de plusieurs dizaines de conseils de prud'hommes dans l'année qui a précédé les élections, les atteintes aux droits des conseillers, qui ont vu restreindre leur temps de préparation des dossiers, tout ceci n'était pas de nature à légitimer les prud'hommes et à motiver les salariés-électeurs.

Mais il y a aussi des causes plus profondes :

- **Les syndicats, tous confondus, n'ont pas réagi lorsque la gauche au pouvoir, en 1983, a fait une politique de restriction sur les salaires.** Les salariés n'ont pas accepté ce virage libéral, même si certains syndicats se sont laissés aller dans ce sens.

- **La gauche s'est rendue complice des néolibéraux** en s'accommodant de cette économie de marché qu'elle n'a pas voulu réguler et réformer dans le sens de la justice sociale, quand elle était au pouvoir. Les couches populaires se sont lassées, voyant les syndicats empêtrés entre négociation et contestation.

- **Le MEDEF en a profité pour changer la conception du travail,** effaçant ce qui restait de collectif entre salariés pour passer complètement dans l'individualisme. Il a réussi à diviser

pour régner. La crise aidant et le pouvoir politique s'affaissant, les citoyens se sont refermés sur eux-mêmes.

- **La droite, arrivée au pouvoir décomplexée, a commencé à s'en prendre sans vergogne aux acquis sociaux** (soi-disant pour sauver le système social !), sans que le PS ne dénonce les dérives de cette économie de marché devenue incontrôlable.

- **Les syndicats sont trop éparpillés.** Dans certains domaines, ils devraient se rencontrer et décider une contre-offensive, au lieu de se déchirer.

Ceux qui misent sur la négociation à tout prix (les « réformistes ») ont constaté qu'ils se sont fait avoir sur les retraites et sur l'orientation de la sécurité sociale. La négociation un pas en avant et un pas en arrière n'est peut-être pas le plus efficace.

Le mot « réformiste » va dans le bon sens, à condition que les réformes soient dans l'intérêt des salariés, ce qui, semble-t-il, n'était pas le cas.

Les syndicats « contestataires » devraient s'ouvrir plus à la communication, s'intéresser de plus près à ce que revendiquent les salariés et jouer un rôle plus collectif, en relation avec les autres syndicats. La diversité des syndicats est une bonne chose pour notre démocratie, à condition qu'ils jouent collectif et sur les bons terrains. Ils devraient débattre plus souvent entre eux des enjeux. Les organisations d'employeurs (MEDEF, CGPME, FNSEA) sont plus solidaires entre elles que les représentants de salariés !

Les syndicats seraient plus crédibles, aux yeux des salariés, s'ils manifestaient ensemble, mais ce n'est pas souvent le cas. Dans certains dossiers comme les retraites, la sécurité sociale, le travail le dimanche, les licenciements, les emplois précaires, la société que nous voulons pour le 21^{ème} siècle, il faudrait qu'ils travaillent ensemble pour le progrès social.

Enfin, avant les élections prud'homales, **les syndicats sont très peu passés dans les ateliers pour expliquer les enjeux de ces élections.** Manque de temps, de moyens, de délégués ?... En tout cas, il reste beaucoup à faire en matière de **communication**.

Rien à voir avec le savoir-faire du pouvoir dans l'opération de **sauvetage des banques**, sous la houlette du président de la République, ce qui profite aux banquiers incendiaires ; ils vont pouvoir reconstituer leurs marges sans droit de regard de l'Etat dans les conseils d'administration. Cet argent n'aurait-il pas été mieux utilisé s'il avait été affecté aux citoyens qui en ont le plus besoin pour maintenir leur pouvoir d'achat et, ainsi, éviter la récession ?

La vraie question est celle du rapport de forces : comment des syndicats, divisés et faibles, peuvent-ils discuter et négocier convenablement avec un MEDEF renforcé par le soutien d'un pouvoir politique fort ?

COUP DE GUEULE

Crise du libéralisme, en sortir par plus de libéralisme ?

Par Yves RAGON et Lucie BERTHOMIER

On parle beaucoup depuis quelques semaines des malheurs du secteur automobile américain et des risques de faillite des deux plus gros constructeurs. A tel point que le gouvernement de G. W. Bush a dû mettre en place un plan d'urgence. Si certaines des mesures de ce plan vont évidemment dans le bon sens comme le gel des dividendes des actionnaires ou la limitation (on aurait préféré l'arrêt) de l'utilisation des jets privés par les dirigeants, d'autres sont franchement critiquables comme la décision de baisser les salaires des ouvriers à hauteur de ceux des groupes automobiles étrangers installés aux USA. D'autant qu'il est peu probable que ces mesures soient suffisantes, le vrai problème étant l'inadéquation des modèles construits aux besoins des utilisateurs.

Mas, au fond, n'est-ce pas un moyen de profiter de la crise pour pousser encore un peu plus les feux du libéralisme, comme le fait d'ailleurs en France le Président Sarkozy, qui trouve son inspiration chez Reagan, Thatcher et la famille Bush ?

On essaie de nous faire croire que Nicolas Sarkozy remet en cause ses dogmes libéraux. Et que nous assistons au retour de l'Etat. Que nenni ! L'appel à l'intervention de l'Etat ne se fait que dans le cadre du sauvetage des spéculateurs. Avez-vous vu la moindre ombre de nationalisation ou même d'entrée de l'Etat dans le capital d'une banque ? Horreur ! Certainement pas. Par contre on continue à casser encore plus le modèle social français. Retraite à 70 ans, travail le dimanche, remise en

cause de certains avantages sociaux des salariés ou retraités, tout y passe. Et si certaines mesures demeurent dans les cartons ou sont renvoyées à des jours meilleurs, on sent bien qu'elles ne sont qu'en attente. Voyez la Poste.

On aurait donc tort de croire que la crise financière et la crise économique et sociale qui la prolonge feront changer d'avis les idéologues du libéralisme. On l'a bien vu lors du sommet du G 20. Il ne s'agit pas de remplacer le libéralisme par autre chose mais de sauver ceux qui nous envoient dans le mur depuis 20 ans.

On montre du doigt quelques financiers peu scrupuleux pour mieux nous faire oublier qu'ils n'ont pu agir sans l'aval de toute une classe dirigeante aux manettes à la tête des entreprises et des gouvernements.

Ne nous faisons pas d'illusions. Si on les laisse réformer le libéralisme, c'est encore plus de libéralisme qui nous attend.

Par chance, la crise décille les yeux d'un certain nombre de nos compatriotes qui, hier encore, étaient prêts à se contenter de recevoir quelques miettes du gâteau et qui commencent à comprendre qu'il s'agit de poudre aux yeux et que le propre des libéraux n'est de rouler que pour eux-mêmes.

Il est temps d'en finir avec ces replâtrages d'un système qui ne sert qu'une minorité et conduit à l'esclavage le reste du monde !!!

**VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION,
ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de
RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : resistance.sociale@aliceadsl.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable : E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi 5 / 10 exemplaires par envoi.

À retourner à : RESO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)